

# **Arrangement administratif sur la coopération**

**entre**

**la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin**

**et**

**le Ministère des Transports, de l'Innovation et de la Technologie  
de la République d'Autriche**

**concernant le certificat de conduite et le certificat d'aptitude  
à la conduite au radar**

La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin (« la CCNR ») et le Ministère des Transports, de l'Innovation et de la Technologie de la République d'Autriche,

Soucieux de simplifier les obligations des professionnels et de faciliter la libre circulation des équipages,

S'inscrivant ce faisant dans la volonté d' « accélérer la coopération paneuropéenne en vue d'une libéralisation et d'un renforcement du transport fluvial », exprimée lors des Conférences Paneuropéennes de Rotterdam (2001) et de Bucarest (2006),

Constatant que la reconnaissance mutuelle des certificats de conduite et des certificats d'aptitude à la conduite au radar doit s'accompagner de mécanismes de coopération administrative entre les autorités rhénanes et les autorités autrichiennes, pour notamment garantir l'équivalence dans le temps des certificats concernés, développer des pratiques communes et mettre en place des systèmes fiables d'échange d'information,

Sont convenues de ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup>**

### **Reconnaissance mutuelle**

1. La CCNR a décidé par voie de résolution de reconnaître la validité sur le Rhin de la patente de capitaine autrichienne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 dès lors que les conditions complémentaires suivantes sont remplies :
  - Le titulaire doit présenter une attestation de connaissances de secteur conforme à l'annexe D3 du Règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin pour naviguer sur le secteur compris entre Iffezheim et le Bac de Spijk ;
  - Le titulaire âgé de 50 ans révolus doit présenter une attestation relative à son aptitude physique et psychique conforme à l'annexe B3 du Règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin et qui doit être renouvelée selon les modalités prévues par ledit règlement.

L'autorité autrichienne compétente reconnaît la validité de la Grande Patente sur l'ensemble des voies d'eau autrichiennes, dès lors que la condition complémentaire suivante est remplie :

- Pour naviguer sur les secteurs du Danube énumérés à l'annexe 1, le titulaire doit présenter une attestation conforme à l'annexe 2 délivrée par l'autorité autrichienne compétente et prouvant qu'il/elle a effectué 8 voyages en aval et 8 voyages en amont sur le secteur considéré.
2. La CCNR a décidé par voie de résolution de reconnaître la validité sur le Rhin de la mention « Radar » inscrite sur la patente de capitaine par l'autorité autrichienne compétente pour attester de l'aptitude à la conduite au radar, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011.

L'autorité autrichienne compétente reconnaît la validité de la patente radar rhénane sur l'ensemble des voies d'eau autrichiennes.

## Article 2

### Autorités compétentes

1. Les autorités habilitées à délivrer la Grande Patente, l'attestation de connaissances de secteur pour naviguer sur le secteur compris entre Iffezheim et le bac de Spijk, et la Patente radar sont :

Etat	Autorité de délivrance
B	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56, City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles
CH	Direction ports rhénans suisses, Postfach, CH-4019 Bâle
D	Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Ost, Gerhard-Hauptmann-Straße 16, D-39108 Magdeburg (compétente uniquement pour délivrer la Patente radar)
F	Service de la Navigation de Strasbourg 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Strasbourg
NL	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. L'autorité autrichienne compétente pour délivrer la patente de capitaine autrichienne, l'attestation conforme à l'annexe 2, et la mention relative à l'aptitude à la conduite au radar est :

Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie  
Oberste Schifffahrtsbehörde  
Radetzkystraße 2  
1030 Wien

3. Les parties s'informent sans délai de toute modification de la liste des autorités compétentes, conformément à l'article 6 du présent arrangement.

### **Article 3**

#### **Réunions communes**

Une réunion commune est organisée en tant que de besoin avec les experts des Etats membres de la CCNR et de la République d'Autriche. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux experts des Etats dont les certificats de conduite et les certificats d'aptitude à la conduite au radar sont reconnus sur le Rhin, de même qu'aux experts des Etats et organisations internationales bénéficiant du statut d'observateur à la CCNR. Le Secrétariat de la CCNR fournira l'aide logistique nécessaire à l'organisation de ces réunions.

La réunion commune a notamment pour objectifs :

- de contribuer à ce que les évolutions et adaptations réglementaires, qui seront nécessaires à l'avenir, soient concordantes dans les différentes réglementations ;
- de discuter des difficultés d'application de l'arrangement rencontrées, des infractions constatées et des réponses souhaitables à y apporter ;
- de coordonner les mécanismes de contrôle entre les Etats ;
- de comparer les modalités d'examen des connaissances professionnelles appliquées dans les différents Etats ;
- de contribuer à l'uniformisation des attestations.

### **Article 4**

#### **Réunion commune des commissions d'examen**

Une réunion commune des commissions d'examen rhénanes et autrichienne sera organisée régulièrement, afin d'échanger les expériences et les éventuelles difficultés d'application rencontrées et de rapprocher les pratiques desdites commissions. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux commissions d'examen des Etats dont les certificats de conduite et les certificats d'aptitude à la conduite au radar sont reconnus sur le Rhin, ainsi qu'aux commissions d'examen des Etats observateurs à la CCNR.

## **Article 5**

### **Transmission des informations relatives aux décisions de retrait, de suspension et d'interdiction de naviguer**

Les autorités compétentes rhénanes et autrichienne s'informent mutuellement et sans délai de toute décision de retrait ou de suspension de certificat, ou de toute mesure d'interdiction de naviguer prononcée. Les informations seront dans un premier temps transmises par l'intermédiaire du Secrétariat de la CCNR. Elles pourront à terme être transmises par voie électronique.

## **Article 6**

### **Devoir d'information et de concertation en cas d'amendement à la réglementation**

Les parties s'informent mutuellement, dès que possible et indépendamment des réunions communes, des modifications et développements qui sont envisagés pour leur réglementation. Elles se concertent avant de procéder à leur adoption, afin d'éviter qu'une modification remette en cause l'équivalence des deux réglementations. En cas de modification, elles transmettent sans délai la réglementation amendée, en précisant sa date d'entrée en vigueur.

## **Article 7**

### **Fin de la reconnaissance mutuelle**

1. Si, suite à une modification réglementaire, l'une des parties estime que les conditions d'obtention des certificats de conduite ou des certificats d'aptitude à la conduite au radar ne sont plus équivalentes, les parties se rencontrent afin de trouver une solution négociée pour maintenir la reconnaissance mutuelle des certificats concernés.
2. Si, au terme de la négociation, l'une des parties reste convaincue que les réglementations ne sont plus équivalentes, la décision de reconnaissance mutuelle des certificats concernés pourra être abrogée. Cette décision prendra effet douze mois après sa notification à l'autre partie.

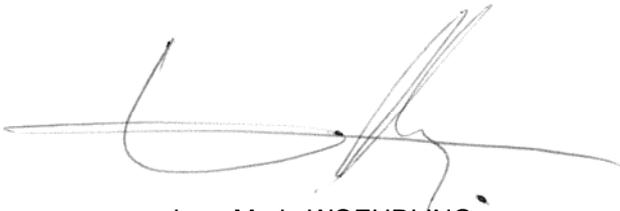
## **Article 8**

### **Dispositions finales**

1. Le présent arrangement entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2011.
2. Chacune des parties contractantes peut dénoncer le présent arrangement par notification écrite adressée à l'autre partie contractante. La dénonciation prendra effet douze mois après réception de la notification par l'autre partie.

3. Le présent arrangement ne constitue pas un traité ou accord international engageant la responsabilité internationale de la République d'Autriche en tant qu'Etat ou de la CCNR comme organisation internationale.
4. Une version originale de l'arrangement, dont les textes français, allemand, néerlandais font également foi, est déposée auprès du Secrétaire Général de la CCNR et auprès du Ministère des Transports, de l'Innovation et de la Technologie de la République d'Autriche.

Bruxelles, le 27 mai 2011



Jean-Marie WOEHLING  
Secrétaire Général  
Commission Centrale pour la Navigation  
du Rhin



Dipl.-Ing. Reinhard VORDERWINKLER  
Haute autorité pour la navigation intérieure  
Ministère des Transports, de l'Innovation et  
la Technologie de la République d'Autriche

**Liste des secteurs des voies d'eau autrichiennes sur lesquels des connaissances de secteur  
sont requises**

Sur le Danube :

- de Wallsee à Persenbeug
- de Melk à Altenwörth
- de Wien-Freudenau jusqu'à la frontière nationale entre l'Autriche et la Slovaquie

Modèle de l'attestation autrichienne de connaissance de secteurs



Bundesministerium  
für Verkehr,  
Innovation und Technologie

GZ. BMVIT-553.068/0009-IV/W1/2011 DVR:0000175

Herrn  
Max van MUSTERMAN  
Musterstrasse 37  
Rotterdam

Wien, 1. Jänner 1234

**Betr.: Anerkennung eines Befähigungsausweises  
gemäß § 121 Abs. 1 Schiffahrtsgesetz;  
Bescheinigung**

Gebühr entrichtet

**B e s c h e i n i g u n g**  
**über die Anerkennung eines Befähigungsausweises**  
**gemäß § 121 Abs. 1 des Schiffahrtsgesetzes**

---

Das Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie, Oberste Schiffahrtsbehörde, bescheinigt hiermit, dass Herr Max van MUSTERMAN, Inhaber eines niederländischen Rheinpatents, die erforderliche Fahrpraxis auf der österreichischen Donau zwischen Strom-km 2223,150 (Passau) und Strom-km 1872,700 (Wolfsthal, Staatsgrenze) absolviert hat und das genannte Rheinpatent daher als Befähigungsausweis für die selbständige Führung von Motorfahrzeugen jeder Art und Größe für die österreichische Donau zwischen Strom-km 2223,150 (Passau) und Strom-km 1872,700 (Wolfsthal, Staatsgrenze) anerkannt wird.

Diese Anerkennung ersetzt **n i c h t**

- einen für die österreichisch-slowakische Grenzstrecke (Strom-km 1880,260 bis 1872,700) nach slowakischem Recht erforderlichen Befähigungsnachweis!

**Für die Bundesministerin:**  
(Name)

**Ihr(e) Sachbearbeiter(in):**  
Monika Neuhold  
Tel.Nr.: +43 (1) 71162 65 5704  
E-Mail: monika.neuhold@bmvit.gv.at

Amtssignatur

# **Verwaltungsvereinbarung für die Zusammenarbeit**

**zwischen**

**der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt**

**und**

**dem Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie  
der Republik Österreich**

**im Bereich der Schiffsführerzeugnisse und Radarzeugnisse**

Die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt („die ZKR“) und das Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie der Republik Österreich,

in dem Bestreben, die Verpflichtungen der Gewerbetreibenden in der Binnenschifffahrt zu vereinfachen und die Freizügigkeit der Besatzungsmitglieder zu erleichtern,

nach Maßgabe des auf den gesamteuropäischen Konferenzen in Rotterdam (2001) und Bukarest (2006) bekundeten Willens zum "Vorbringen der gesamteuropäischen Kooperation für ein freies und starkes Transportwesen auf den Binnenwasserstraßen",

in der Feststellung, dass die gegenseitige Anerkennung der Schiffsführerzeugnisse und der Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt an Mechanismen der Zusammenarbeit zwischen den Rheinschifffahrtsbehörden und den österreichischen Behörden zu koppeln ist, insbesondere um mittelfristig die Gleichwertigkeit der Zeugnisse zu gewährleisten, gemeinsame Praktiken zu entwickeln und zuverlässige Systeme für den Informationsaustausch einzurichten,

treffen folgende Vereinbarung:

## **Artikel 1**

### **Gegenseitige Anerkennung**

1. Die ZKR hat entschieden, durch Beschlussfassung das österreichische Kapitänspatent auf dem Rhein als gültig ab dem 1. Oktober 2011 anzuerkennen, sofern zusätzlich folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

- Für die Fahrt auf dem Abschnitt zwischen Iffezheim und der Spyck'schen Fähre ist gemäß der für die Rheinschifffahrt geltenden Vorschriften vom Inhaber ein Streckenzeugnis nach Anlage D3 der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein vorzulegen,
- Der Inhaber muss bei Vollendung des 50. Lebensjahres einen Bescheid zur Tauglichkeit nach Anlage B3 der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein vorlegen, der gemäß der genannten Verordnung zu erneuern ist.

Die zuständige österreichische Behörde erkennt das Große Patent auf allen österreichischen Wasserstraßen an, sofern zusätzlich die folgende Voraussetzung erfüllt ist:

- Für die Fahrt auf den Donaustrecken, die in Anlage 1 aufgeführt sind, ist vom Inhaber eine von der zuständigen österreichischen Behörde ausgestellte Bescheinigung nach Anlage 2 vorzulegen, mit der bestätigt wird, dass er/sie auf der betreffenden Strecke acht Fahrten zu Tal und acht Fahrten zu Berg absolviert hat.
- 2. Die ZKR hat entschieden, durch Beschlussfassung den von der zuständigen österreichischen Behörde zwecks Bestätigung der Befähigung zur Radarfahrt im Kapitänspatent eingetragenen Vermerk „Radar“ auf dem Rhein als gültig ab dem 1. Oktober 2011 anzuerkennen.

Die zuständige österreichische Behörde erkennt das Rheinschiffahrts-Radarpatent auf sämtlichen österreichischen Binnenwasserstraßen als gültig an.

## Artikel 2

### Zuständige Behörden

1. Folgende Behörden sind befugt, das Große Patent, das Streckenzeugnis für die Fahrt auf der Strecke zwischen Iffezheim und der Spyck'schen Fähre und das Radarpatent auszustellen:

Staat	Ausstellende Behörde
B	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobilité en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles
CH	Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel
D	Wasser- und Schifffahrtsdirektion West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsdirektion Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsdirektion Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz Wasser- und Schifffahrtsdirektion Ost, Gerhard-Hauptmann-Straße 16, D-39108 Magdeburg (nur für die Erteilung des Radarpatents zuständig)
F	Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg
NL	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. Die zur Ausstellung des österreichischen Kapitänspatents, der Bescheinigung nach Anlage 2 und des Vermerks betreffend die Befähigung zur Radarfahrt befugte österreichische Behörde ist das

Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie  
Oberste Schifffahrtsbehörde  
Radetzkystraße 2  
A-1030 Wien

3. Die Parteien informieren einander nach Artikel 6 der vorliegenden Vereinbarung unverzüglich von allfälligen Änderungen am Verzeichnis der zuständigen Behörden.

### **Artikel 3**

#### **Gemeinsame Sitzungen**

Es sind, soweit erforderlich, gemeinsame Sitzungen der Experten der Mitgliedstaaten der ZKR und der Republik Österreich abzuhalten. An den gemeinsamen Sitzungen können auch Experten von Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse und Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt auf dem Rhein als gültig anerkannt werden, sowie Experten von Staaten und internationalen Organisationen, die bei der ZKR als Beobachter zugelassen sind, teilnehmen. Das Sekretariat der ZKR bietet die logistische Unterstützung, die für die Organisation der gemeinsamen Sitzungen erforderlich ist.

Mit den gemeinsamen Sitzungen werden insbesondere folgende Ziele verfolgt:

- Beitrag zur übereinstimmenden Gestaltung der verschiedenen Seiten geltenden Vorschriften im Zuge künftig erforderlicher Entwicklungen und Anpassungen der Bestimmungen;
- Erörterung von Schwierigkeiten bei der Umsetzung dieser Vereinbarung, von Verstößen und von wünschenswerten Abhilfemaßnahmen;
- Koordination der Überprüfungsmechanismen zwischen den Staaten;
- Vergleich der Modalitäten bei der Prüfung der beruflichen Kenntnisse in den verschiedenen Staaten;
- Beitrag zur Vereinheitlichung der Zeugnisse.

### **Artikel 4**

#### **Gemeinsame Sitzung der Prüfungskommissionen**

Es sind regelmäßig gemeinsame Sitzungen der für die Rheinschifffahrt und für die Binnenschifffahrt in Österreich zuständigen Prüfungskommissionen abzuhalten, auf denen Erfahrungen ausgetauscht, allfällige Schwierigkeiten bei der Umsetzung erörtert und die Praktiken der Prüfungskommissionen einander angenähert werden sollen. Zu diesen Sitzungen können auch die Prüfungskommissionen der Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse oder Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt auf dem Rhein anerkannt werden, sowie die Prüfungskommissionen der Beobachterstaaten bei der ZKR Staaten zugelassen werden.

## **Artikel 5**

### **Übermittlung von Informationen über Anordnungen betreffend den Entzug und die Aussetzung von Zeugnissen sowie Fahrverbote**

Die für die Rheinschifffahrt und die österreichische Schifffahrt zuständigen Behörden informieren einander unverzüglich von Anordnungen betreffend den Entzug oder die Aussetzung von Zeugnissen bzw. der Erteilung von Fahrverboten. Die Übermittlung dieser Informationen erfolgt zunächst über das ZKR- Sekretariat. Sie ist längerfristig auf elektronischem Wege denkbar.

## **Artikel 6**

### **Informations- und Abstimmungspflicht im Falle von Änderungen der jeweils geltenden Vorschriften**

Die Parteien informieren sich gegenseitig sobald wie möglich und unabhängig von gemeinsamen Sitzungen über Änderungen und Entwicklungen, die in Bezug auf die bei ihnen geltenden Vorschriften geplant sind. Bevor Änderungen zur Beschlussfassung kommen, stimmen sich die Parteien untereinander ab, um zu vermeiden, dass durch eine Änderung die Gleichwertigkeit der jeweils für die Parteien geltenden Vorschriften in Frage gestellt wird. Sofern eine Änderung vorgenommen wird, sind die betreffenden Bestimmungen in der geänderten Fassung unter Angabe des Datums ihres Inkrafttretens unverzüglich an die andere Partei zu übermitteln.

## **Artikel 7**

### **Ende der gegenseitigen Anerkennung**

1. Sofern im Nachgang zu einer Änderung der Vorschriften eine der Parteien zu der Auffassung gelangt, dass in Bezug auf den Erwerb von Schiffsführerzeugnissen oder Befähigungszeugnissen für die Radarfahrt die Gleichwertigkeit der Voraussetzungen nicht mehr gegeben ist, treffen sich die Parteien, um über eine Lösung zu verhandeln, mit deren Hilfe sich die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse aufrecht erhalten lässt.
2. Wenn nach Abschluss der Verhandlungen eine der Parteien nach wie vor der Überzeugung ist, dass die Vorschriften nicht mehr gleichwertig sind, kann der Beschluss über die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse außer Kraft gesetzt werden. Der betreffende Beschluss tritt zwölf Monate nach Zustellung an die andere Partei in Kraft.

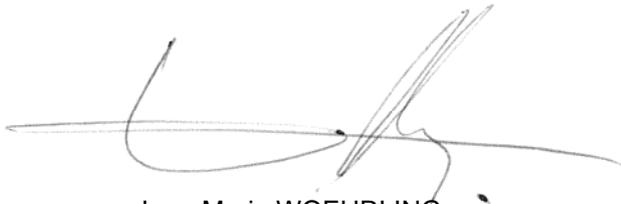
## **Artikel 8**

### **Schlussbestimmungen**

1. Diese Vereinbarung tritt am 1. Oktober 2011 in Kraft.
2. Jede der Vertragsparteien kann diese Vereinbarung durch Zustellung an die andere Partei kündigen. Die Kündigung wird zwölf Monate nach Erhalt der Zustellung durch die andere Partei wirksam.

3. Diese Vereinbarung ist kein internationaler Vertrag oder internationales Abkommen und begründet daher für die Republik Österreich als Staat und für die ZKR als internationale Organisation keine internationalen Verpflichtungen.
4. Eine Urschrift der Vereinbarung, deren französischer, deutscher und niederländischer Wortlaut gleichermaßen verbindlich sind, wird beim Generalsekretär der ZKR und beim österreichischen Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie hinterlegt.

Brüssel, den 27. Mai 2011



Jean-Marie WOEHLING  
Generalsekretär  
Zentralkommission für die Rheinschifffahrt



Dipl.-Ing. Reinhard VORDERWINKLER  
Oberste Schifffahrtsbehörde  
Bundesministerium für Verkehr, Innovation  
und Technologie der Republik Österreich

**Liste der Strecken der österreichischen Wasserstraßen, für die Streckenkenntnisse  
vorgeschrieben sind**

Auf der Donau:

- von Wallsee bis Persenbeug
- von Melk bis Altenwörth
- von Wien-Freudenau bis zur österreichisch-slowakischen Staatsgrenze

Muster des österreichischen Streckenzeugnisses



Bundesministerium  
für Verkehr,  
Innovation und Technologie

GZ. BMVIT-553.068/0009-IV/W1/2011 DVR:0000175

Herrn  
Max van MUSTERMAN  
Musterstrasse 37  
Rotterdam

Wien, 1. Jänner 1234

**Betr.: Anerkennung eines Befähigungsausweises  
gemäß § 121 Abs. 1 Schiffahrtsgesetz;  
Bescheinigung**

Gebühr entrichtet

**B e s c h e i n i g u n g  
über die Anerkennung eines Befähigungsausweises  
gemäß § 121 Abs. 1 des Schiffahrtsgesetzes**

---

Das Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie, Oberste Schiffahrtsbehörde, bescheinigt hiermit, dass Herr Max van MUSTERMAN, Inhaber eines niederländischen Rheinpatents, die erforderliche Fahrpraxis auf der österreichischen Donau zwischen Strom-km 2223,150 (Passau) und Strom-km 1872,700 (Wolfsthal, Staatsgrenze) absolviert hat und das genannte Rheinpatent daher als Befähigungsausweis für die selbständige Führung von Motorfahrzeugen jeder Art und Größe für die österreichische Donau zwischen Strom-km 2223,150 (Passau) und Strom-km 1872,700 (Wolfsthal, Staatsgrenze) anerkannt wird.

Diese Anerkennung ersetzt **n i c h t**

- einen für die österreichisch-slowakische Grenzstrecke (Strom-km 1880,260 bis 1872,700) nach slowakischem Recht erforderlichen Befähigungsnachweis!

**Für die Bundesministerin:**  
(Name)

**Ihr(e) Sachbearbeiter(in):**  
Monika Neuhold  
Tel.Nr.: +43 (1) 71162 65 5704  
E-Mail: monika.neuhold@bmvit.gv.at

Amtssignatur

# **Administratieve overeenstemming over de samenwerking**

**tussen**

**de Centrale Commissie voor de Rijnvaart**

**en**

**het Ministerie van Verkeer, Innovatie en Technologie  
van de Republiek Oostenrijk**

**inzake vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen**

De Centrale Commissie voor de Rijnvaart ("CCR") en het Ministerie van Verkeer, Innovatie en Technologie van de Republiek Oostenrijk,

strevend naar een vereenvoudiging van de verplichtingen van het bedrijfsleven en een vergemakkelijking van het vrije verkeer van de bemanningsleden,

in aansluiting op de bij de Pan-Europese Conferenties van Rotterdam (2001) en van Boekarest (2006) geuite wens, de Pan-Europese samenwerking voor een vrijere en sterkere binnenvaart te bevorderen,

vaststellend dat de wederzijdse erkenning van vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen aan samenwerkingsmechanismen tussen de Rijnvaartautoriteiten en de Oostenrijkse autoriteiten gekoppeld moet worden, in het bijzonder om op middellange termijn de gelijkwaardigheid van de bewijzen te waarborgen, gemeenschappelijke praktijken te ontwikkelen en betrouwbare systemen voor de informatie-uitwisseling tot stand te brengen,

komen het volgende overeen:

## **Artikel 1**

### **Wederzijdse erkenning**

1. De CCR heeft een besluit aangenomen waarin bepaald is dat het Oostenrijkse Kapiteinspatent vanaf 1 oktober 2011 op de Rijn als geldig wordt erkend, indien aan de volgende aanvullende voorwaarden is voldaan:
  - de houder dient voor de vaart op het riviergedeelte tussen Iffezheim en het Spijksche Veer een bewijs voor riviergedeelten conform bijlage D3 van het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn over te leggen,
  - de houder moet vanaf het bereiken van de leeftijd van 50 jaar een bewijs van lichamelijke en geestelijke geschiktheid conform bijlage B3 van het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn overleggen, dat volgens de door dat reglement voorgeschreven modaliteiten moet worden verlengd.

De bevoegde Oostenrijkse autoriteit erkent de geldigheid van het Grote Patent op alle Oostenrijkse waterwegen, zodra aan de volgende aanvullende voorwaarde is voldaan:

- voor de vaart op de riviergedeelten van de Donau die in bijlage 1 vermeld staan, moet door de houder een door de bevoegde Oostenrijkse autoriteit afgegeven bewijs overeenkomstig bijlage 2 worden overgelegd waaruit blijkt dat hij/zij op het desbetreffende riviergedeelte acht vaarten stroomafwaarts en acht stroomopwaarts heeft afgelegd.
2. De CCR heeft een besluit aangenomen waarin bepaald is dat de door de bevoegde Oostenrijkse autoriteit ter bevestiging van de bekwaamheid voor de radarvaart op het Kapiteinspatent ingeschreven aantekening „Radar“ vanaf 1 oktober 2011 op de Rijn als geldig wordt erkend.

De bevoegde Oostenrijkse autoriteit erkent de geldigheid van het Rijnvaart-radarpatent op alle Oostenrijkse waterwegen.

## Artikel 2

### Bevoegde autoriteiten

1. De volgende autoriteiten zijn bevoegd het Grote Patent, het bewijs voor kennis van riviergedeelten om te kunnen varen tussen Iffezheim en het Spijsche Veer, en het radarpatent af te geven:

Land	Afgevendende autoriteit
B	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobilité en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Brussel
CH	Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel
D	Wasser- und Schifffahrtsdirektion West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsdirektion Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsdirektion Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz Wasser- und Schifffahrtsdirektion Ost, Gerhard-Hauptmann-Straße 16, D-39108 Magdeburg (uitsluitend bevoegd voor de afgifte van het Radarpatent)
F	Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg
NL	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. De bevoegde Oostenrijkse autoriteit voor de afgifte van het Kapiteinspatent, het bewijs overeenkomstig bijlage 2 en de aantekening voor de bekwaamheid voor de radarvaart is:

Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie  
Oberste Schifffahrtsbehörde  
Radetzkystraße 2  
A-1030 Wenen

3. De partijen informeren elkaar krachtens artikel 6 van deze overeenstemming onverwijld over elke wijziging in de lijst van bevoegde autoriteiten.

### **Artikel 3**

#### **Gemeenschappelijke bijeenkomsten**

Er worden, indien noodzakelijk, gemeenschappelijke bijeenkomsten met de deskundigen van de CCR-lidstaten en de Oostenrijkse Republiek georganiseerd. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook deskundigen van de landen waarvan de vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen op de Rijn als geldig zijn erkend, evenals deskundigen van landen en internationale organisaties die de status van waarnemer bij de CCR hebben, deelnemen. Het CCR-secretariaat biedt de logistieke ondersteuning die voor de organisatie van de gemeenschappelijke bijeenkomsten nodig is.

Met de gezamenlijke bijeenkomsten wordt in het bijzonder het volgende beoogd:

- ertoe bijdragen dat de toekomstige ontwikkelingen en noodzakelijke reglementaire aanpassingen in de verschillende regelgevingen uniform plaatsvinden;
- overleg plegen over problemen bij de toepassing van de overeenstemming, bij overtredingen en over mogelijke oplossingen;
- de controlemechanismen tussen de landen te coördineren;
- de examenmodaliteiten van de beroepskennis in de verschillende landen te vergelijken;
- bij te dragen aan de uniformering van de bewijzen.

### **Artikel 4**

#### **Gemeenschappelijke bijeenkomst van de examencommissies**

Er worden regelmatig gemeenschappelijke bijeenkomsten van de voor de Rijnvaart en voor de binnenvaart in Oostenrijk bevoegde examencommissies georganiseerd, teneinde ervaringen uit te wisselen, eventuele toepassingsmoeilijkheden te bespreken en de praktijken van de examencommissies nader af te stemmen. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook examencommissies van de landen, waarvan de vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen op de Rijn zijn erkend, evenals examencommissies van landen met een waarnemersstatus bij de CCR, deelnemen.

## **Artikel 5**

### **Informatieverstrekking over intrekking en opschorting van bewijzen en over vaarverboden**

De bevoegde Rijnvaartautoriteiten en voor de scheepvaart bevoegde Oostenrijkse autoriteit informeren elkaar onverwijld over de intrekking of opschortingen van bewijzen of over een vaarverbod. In eerste instantie zal deze informatie door het secretariaat van de CCR worden doorgegeven. Deze informatie zal met verloop van tijd elektronisch kunnen worden medegedeeld.

## **Artikel 6**

### **Informatie- en afstemmingsplicht in geval van wijziging van de regelgeving**

De partijen informeren elkaar zo snel mogelijk en onafhankelijk van de gemeenschappelijke bijeenkomsten over wijzigingen en ontwikkelingen die hun regelgevingen betreffen. Alvorens over te gaan tot een besluit, vindt er een onderlinge afstemming tussen de partijen plaats om te vermijden dat een wijziging de gelijkwaardigheid van beide regelgevingen in het geding zou brengen. In voorkomend geval brengen de partijen onverwijld de gewijzigde regelgeving ter kennis, met vermelding van de datum van inwerkingtreding.

## **Artikel 7**

### **Einde van de wederzijdse erkenning**

1. Wanneer, ten gevolge van een wijziging van een voorschrift één van de partijen van mening is dat de voorwaarden voor het verkrijgen van vaarbewijzen of van radarbevoegdheidsbewijzen niet meer gelijkwaardig zijn, kunnen de partijen bijeenkomen teneinde in overleg een oplossing te zoeken, zodat de wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen kan worden behouden.
2. Mocht na het overleg één van de partijen nog steeds van mening zijn dat de reglementen niet meer gelijkwaardig zijn, kan het besluit ter wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen worden opgeheven. Dat besluit wordt twaalf maanden nadat de andere partij daarvan in kennis is gebracht, van kracht.

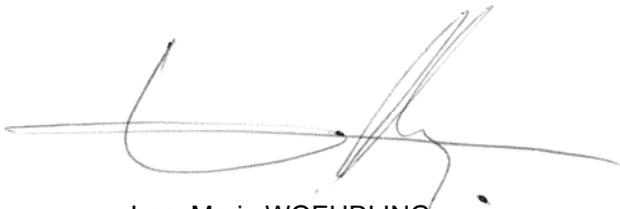
## **Artikel 8**

### **Slotbepalingen**

1. Deze overeenstemming treedt op 1 oktober 2011 in werking.
2. Elk van de overeenkomstsluitende partijen kan deze overeenstemming door een schriftelijke kennisgeving aan de andere overeenkomstsluitende partij opzeggen. De opzegging wordt twaalf maanden na ontvangst van de kennisgeving door de andere partij van kracht.

3. Deze overeenstemming is geen internationaal verdrag of internationale overeenkomst die voor de Republiek Oostenrijk als staat of voor de CCR als internationale organisatie internationale aansprakelijkheid met zich meebrengt.
4. Een originele versie van de overeenstemming, waarvan de Duitse, Franse en Nederlandse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt bij de Secretaris-Generaal van de CCR en bij het Bondsministerie van Verkeer, Innovatie en Technologie neergelegd.

Gedaan te Brussel op 27 mei 2011.



Jean-Marie WOEHLING  
Secretaris-Generaal  
Centrale Commissie voor de Rijnvaart



Dipl.-Ing. Reinhard VORDERWINKLER  
Hoge Autoriteit voor de Binnenvaart  
Ministerie van Verkeer, Innovatie en  
Technologie van de Republiek Oostenrijk

**Lijst van Oostenrijkse vaarweggedeelten waarvoor specifieke  
vaarwegkennis vereist is**

Op de Donau

- van Wallsee tot Persenbeug
- van Melk tot Altenwörth,
- van Wenen-Freudenau tot aan de grens tussen Oostenrijk en Slowakije.

Model van het Oostenrijkse bewijs van kennis van riviergedeelten



Bundesministerium  
für Verkehr,  
Innovation und Technologie

GZ. BMVIT-553.068/0009-IV/W1/2011 DVR:0000175

Herrn  
Max van MUSTERMAN  
Musterstrasse 37  
Rotterdam

Wien, 1. Jänner 1234

**Betr.: Anerkennung eines Befähigungsausweises  
gemäß § 121 Abs. 1 Schiffahrtsgesetz;  
Bescheinigung**

Gebühr entrichtet

**B e s c h e i n i g u n g**  
**über die Anerkennung eines Befähigungsausweises**  
**gemäß § 121 Abs. 1 des Schiffahrtsgesetzes**

---

Das Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie, Oberste Schiffahrtsbehörde, bescheinigt hiermit, dass Herr Max van MUSTERMAN, Inhaber eines niederländischen Rheinpatents, die erforderliche Fahrpraxis auf der österreichischen Donau zwischen Strom-km 2223,150 (Passau) und Strom-km 1872,700 (Wolfsthal, Staatsgrenze) absolviert hat und das genannte Rheinpatent daher als Befähigungsausweis für die selbständige Führung von Motorfahrzeugen jeder Art und Größe für die österreichische Donau zwischen Strom-km 2223,150 (Passau) und Strom-km 1872,700 (Wolfsthal, Staatsgrenze) anerkannt wird.

Diese Anerkennung ersetzt **n i c h t**

- einen für die österreichisch-slowakische Grenzstrecke (Strom-km 1880,260 bis 1872,700) nach slowakischem Recht erforderlichen Befähigungsnachweis!

**Für die Bundesministerin:**  
(Name)

**Ihr(e) Sachbearbeiter(in):**  
Monika Neuhold  
Tel.Nr.: **+43 (1) 71162 65 5704.**  
E-Mail: monika.neuhold@bmvit.gv.at

Amtssignatur